



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

17 Novembre :

Le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, REMDH, exprime sa plus vive inquiétude quant à la situation à Laayoune à la suite des affrontements de la semaine dernière.

L'assaut donné au campement de Gdeim Izik, proche de Laayoune a entraîné des violences inacceptables. Le campement a été installé par des milliers de sahraouis qui protestaient contre la détérioration de leurs conditions de vie. Bien que n'ayant pas utilisé d'armes à feu, l'intervention des forces de l'ordre pour évacuer et détruire le campement s'est avérée périlleuse et lourde de conséquences. Le nombre de victimes décédées annoncé par les autorités marocaines (dix agents des forces de sécurité et deux civils), le chiffre encore inconnu de personnes blessées et le nombre de personnes interpellées (plus de 150) témoigne de la violence des affrontements. L'état du campement après l'intervention des forces de l'ordre marocaines atteste de la violence de cette intervention tant les lieux paraissent ravagés. A la suite de ces événements, la ville de Laayoune a connu de nouveaux affrontements qui ont entraîné de nombreuses arrestations et des violences toujours aussi inacceptables.

Le REMDH exprime sa plus vive inquiétude et condamne fermement l'usage de la violence ainsi que la répression à l'encontre de la population.

Alors que certains journaux ont été autorisés à se rendre sur place, d'autres médias, en ont été empêchés, légitimant ainsi les inquiétudes les plus fortes.

Le REMDH demande aux autorités marocaines de respecter ses engagements internationaux, de respecter la liberté de la presse et, dans les plus brefs délais, de mener une enquête sur les événements survenus le 8 novembre 2010 à Gdeim Izik et à Laayoune.

Il demande que les observateurs qui souhaitent se rendre sur place puissent le faire sans entrave et dès maintenant.

Dans un contexte où les autorités marocaines ont fermé les bureaux d'Al Jazeera et retiré l'accréditation des journalistes de cette chaîne, où la liberté de la presse marocaine est de plus en plus limitée, où le président du REMDH s'est vu refuser l'entrée au Maroc et où l'ensemble du processus de réforme de la Justice est en panne, le REMDH tient à rappeler aux autorités marocaines les engagements qu'elles ont souscrit dans le cadre du statut avancé qui lui a été reconnu par l'Union Européenne.

Ces engagements ne sont pas compatibles avec les violences et la répression constatées ou avec la volonté de les dissimuler.

Le REMDH appelle l'Union Européenne à se saisir de ces graves violations des accords passés avec le Maroc et à exiger de son partenaire le respect des libertés publiques et individuelles dans cette région.

Plus d'information :

Henriette Irminger Sonne, chargée de communication, + 45 30828337,

his@euromedrights.net